

Pourquoi la jeunesse populaire a intérêt à dénoncer l'impérialisme français et ses interventions militaires ?

Pour la troisième année consécutive, l'UJR a été présente à la fête de l'Humanité qui s'est déroulée du 12 au 14 septembre. Accueillie sur le stand du PCOF, elle a organisé un débat public avec la participation de l'Organisation Démocratique de la Jeunesse (ODJ) du Burkina Faso. Il a porté sur la question de l'impérialisme français en Afrique.

L'intervention de l'UJR a resitué ses interventions militaires dans le contexte de la crise et de l'aiguïssement des tensions internationales : "Aujourd'hui, les pays capitalistes s'affrontent pour se répartir l'Afrique et assurer à leurs grandes entreprises un accès privilégié aux matières premières et aux marchés ou futurs marchés. L'évolution de la situation internationale suscite de nouveaux rapports de force entre les pays capitalistes et induit un répartition géographique des richesses du monde, surtout en Afrique et en Amérique latine. L'impérialisme français défend farouchement ses intérêts en Afrique pour garder sa domination sur certaines zones stratégiques. Avec Sarkozy, il y a eu l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire, la Libye ; Hollande, depuis son arrivée à la tête du gouvernement en mai 2012, a déjà décidé deux interventions militaires majeures au Mali et en Centrafrique."

Alors que des raisons humanitaires sont invoquées pour justifier ces

interventions, l'UJR a insisté sur les vraies raisons de ces engagements militaires : "On peut constater facilement qu'aucune de ces interventions n'a apporté la paix et la démocratie. Une de leurs motivations est le contrôle des matières premières d'un des continents les plus riches en matières premières dont la croissance démographique fera l'un des marchés les plus importants de la planète. Elles sont décidées pour contrer les tentatives d'autres puissances impérialistes... Les monopoles et l'État français à leur service n'entendent pas se laisser dépouiller. C'est pourquoi la France part de plus en plus en guerre pour affermir son contrôle de certains pays au profit des monopoles français qui veulent défendre les approvisionnements en matières premières (l'uranium du Niger...) et en métaux rares, de sécuriser leur acheminement, de les protéger contre l'appétit des puissances impérialistes concurrentes."

Parler "d'impérialisme français" ne doit pas être une simple formule. L'UJR s'est employée à montrer concrètement quels sont les grands monopoles qui sont au cœur de ce système : "AREVA, Total, Eramet, EDF, Bolloré, Bouygues, Lafarge, Technip, Vinci, Veolia, Alcatel, Accor, Gaz de France, Michelin, Alstom, LVMH, Pinault (CFAO), Orange, BNP Paribas Natixis, le Crédit Agricole... la liste des firmes françaises en Afrique est longue. Qu'ont gagné les peuples

congolais, gabonais, nigérien, malien, centrafricain... à voir leurs ressources pillées par des firmes françaises protégées par l'armée française ? En Irak, en Côte d'Ivoire, en Libye, au Mali, en Centrafrique..., partout où l'impérialisme intervient, il installe le chaos. Il attise les guerres civiles au lieu de les éteindre, provoque des déplacements de populations, accroît la misère et le nombre de réfugiés."

Tandis que les amis de l'ODJ ont présenté la situation du Burkina et des pays limitrophes en expliquant les mécanismes de domination que la France utilise au niveau politique, économique et idéologique, l'UJR a insisté sur les multiples raisons pour lesquelles nous devons combattre cette politique nocive à tout point de vue : "Les interventions de la France ne renforcent que la position des monopoles français. Ces monopoles comme Areva qui, au Niger, empoisonne la population et impose dans les mines d'uranium de terribles conditions de travail. Elles concourent au maintien de régimes dictatoriaux mis en place et déchus par la France lorsqu'ils ne servent plus ses intérêts. Ce fut le cas en Côte d'Ivoire - où l'impérialisme français a imposé le remplacement de Laurent Gbagbo par Alassane Dramane Ouattara -, au Mali, en Centrafrique... Elles renforcent l'implantation des bases militaires. C'est le cas, en particulier au Mali ou au Burkina Faso. Ces disposi-

tifs de contrôle et de surveillance sont prêts à réprimer les mouvements populaires et révolutionnaires qui contestent ces régimes et l'impérialisme français. Cette politique instaure la famine, la destruction du système éducatif et de la santé et généralise le chômage et la pauvreté." Tout au long de ce débat, l'UJR s'est efforcée de montrer "la continuité" entre "la lutte menée en France contre l'austérité et celle menée contre l'impérialisme et les luttes des peuples dominés en Afrique pour la libération nationale et sociale" : "En France, on ose nous dire qu'il n'y aurait plus d'argent pour la protection sociale, la santé, le logement ou l'enseignement, qu'il faut faire des économies. Mais le gouvernement trouve de quoi financer le coût faramineux de ces opérations extérieures dont le budget a triplé entre 2000 et 2013, passant de 500 à 1500 millions d'euros. L'impérialisme français impose la guerre et la famine en Afrique et l'austérité et la galère en France, c'est le même système et le même ennemi !"

La co-organisation de ce débat avec l'ODJ du Burkina Faso a montré concrètement que l'UJR ne voulait pas s'arrêter à une dénonciation générale de l'impérialisme français : les deux organisations ont insisté sur l'importance de la solidarité entre les forces progressistes de nos deux pays pour combattre l'impérialisme français et ses alliés. ★

Un "combat" pour ou contre la jeunesse ?

Signe que le vocabulaire martial est devenu de mise, quels que soient les ministres, celui de la Ville, de la Jeunesse et des Sports a présenté le projet de budget 2015 de son ministère comme "un budget de combat pour la jeunesse". Mais manifestement, toutes les "guerres" ne mobilisent pas les mêmes moyens ! Alors que le chômage continue sa progression qui semble inexorable, lui opposer une simple "montée en puissance significative de la garantie jeunes" (12 mois de suivi par une mission locale, avec un équivalent du RSA pour survivre) semble bien dérisoire. Tout comme les actions en faveur de "la mobilité internationale" ou la "généralisation de la

clause d'impact jeunesse" qui prévoit que "tous les textes de loi et décrets devront à l'avenir intégrer une étude d'impact sur la jeunesse". Le vrai "combat" intérieur est le combat contre la jeunesse. Comme les guerres extérieures, il se mène dans le cadre d'une "coalition" : celle du Medef et du gouvernement. Plus aucun secteur, pas même l'hôpital, l'enseignement et la fonction publique, où de plus en plus de jeunes travaillent hors statut, n'est épargné par la précarité. Le vrai étendard de ce combat est celui que ne cesse de brandir M. Gattaz et ses amis : celui d'un "salaire transitoire inférieur au Smic pour encourager

l'embauche des jeunes", celui de la "baisse du coût du travail", de la liquidation des protections collectives, de la remise en cause des "seuils sociaux", de formatage de la main-d'œuvre en fonction des stricts besoins du patronat... C'est dans ce contexte, que s'inscrit la "relance de l'apprentissage" présentée comme une des solutions au chômage des jeunes. Les industriels du secteur et le ministre de la Défense présentent les interventions militaires en Afrique et la participation à la coalition des va-t-en guerre au Moyen-Orient comme une chance pour l'économie française, un "remède"

contre la désindustrialisation et une voie pour la relance et l'emploi. L'Armée, de son côté, multiplie les campagnes de recrutement en prétendant offrir aux jeunes, avenir professionnel et accomplissement personnel... La jeunesse populaire n'aurait-elle donc le choix qu'entre un travail précaire inférieur au Smic dans une économie de plus en plus "militarisée", ou la guerre pour défendre les intérêts des monopoles ?

De cette société-là, nous n'en voulons pas. Nous la combattons ! Mais pour cela, il faut s'organiser. C'est pourquoi l'UJR appelle tous les jeunes révoltés par ce système à rejoindre ses militants ! ★